

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 30 – du 22 août au 29 août 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN - INFLATION ET DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE

Depuis deux ans, une dépréciation soutenue du rial a accompagné la montée, puis la stabilisation à un niveau élevé de l'inflation.

Depuis septembre 2022, la valeur de la monnaie iranienne a chuté de 300 000 RII / 1 EUR à 700 000 RII / 1 EUR, sa parité avec le dollar épousant la même trajectoire. Parallèlement, au cours des 3 derniers exercices budgétaires, l'inflation officielle a enregistré de nouveaux records : +40,2% en 2021-2022 ; +45,8% en 2022-2023 ; +40,7% en 2023-2024. Or ces statistiques ne reflètent pas l'inflation perçue par les ménages iraniens, la hausse des prix des produits constituant la base de la leur consommation oscillante entre +80% et +100% sur la même période, avec des pointes à 200, voire 300% sur la viande et certains fruits et légumes.

LE CHIFFRE À RETENIR

133 %

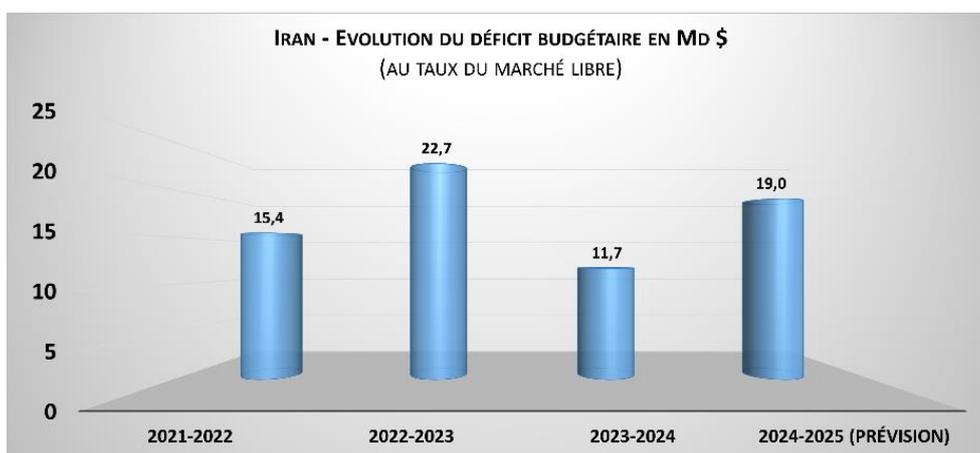
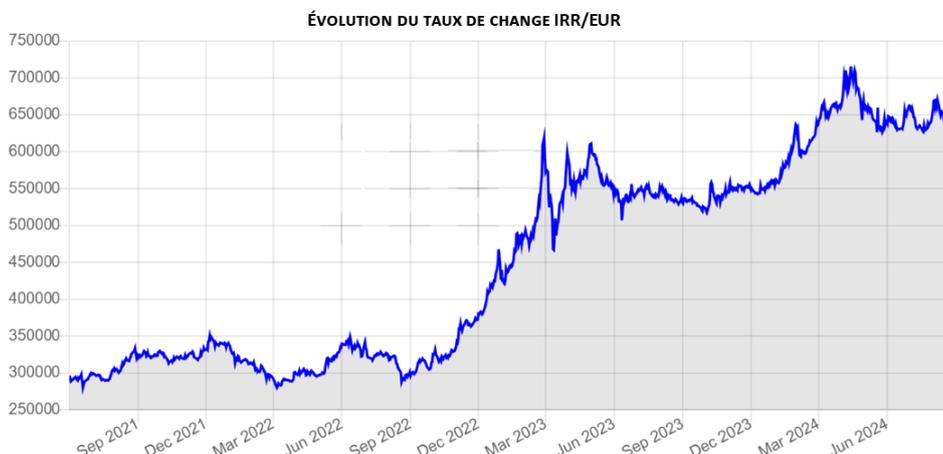
**DÉPRÉCIATION DU RIAL
DEPUIS SEPTEMBRE 2022**

L'évolution de ces deux indicateurs - étroitement liés - résulte de facteurs internes et externes. Le premier ressort interne de l'inflation demeure celui de la croissance de la masse monétaire – 36,5% par an en moyenne au cours des 4 dernières années - imputable au niveau élevé du déficit budgétaire réel (officiellement, le budget de la République islamique est en équilibre). Sur le plan externe, les sanctions internationales ont contribué à la dynamique inflationniste par le truchement des importations, que renchérisse les multiples intermédiations financières mises en place pour les contourner, mais aussi par la montée en puissance des produits de contrebande, dont la valeur avoisinerait 1/3 de celle des importations légales. Le phénomène de dépréciation monétaire résulte, mécaniquement, de l'inflation elle-même, mais également de la pénurie de devises qui affecte les importateurs iraniens et d'une politique de taux multiples inefficace et déconnectée des réalités économiques. Enfin, la constance de la dépréciation du rial depuis deux ans traduit le pessimisme croissant des acteurs économiques sur la capacité des autorités à identifier une trajectoire de croissance passant nécessairement par le retour, de plus en plus hypothétique, des investisseurs étrangers. Rappelons à cet égard que l'évolution de la valeur du rial ne dépend pas exclusivement des acteurs iraniens, puisqu'elle est également échangée sur les places de Dubaï, Souleimanyie (Irak) et Hérat (Afghanistan).

Tirant les leçons de l'incapacité de l'administration Raïsi à enrayer cette double évolution, le gouvernement Pezeshkian, dont la composition vient d'être approuvée par le Madjles, peut-il inverser la tendance ?

Pour le gouvernement supposé « modéré », la voie est étroite et les incertitudes nombreuses. L'évolution des cours du brut et la pérennité des exportations vers la Chine (1,5 M b/j depuis le 1^{er} janvier) demeurent centrales dans la mesure où elles détermineront la marge de manœuvre budgétaire de la nouvelle équipe, sa capacité à réduire un déficit qui devrait, pour l'exercice en cours, tutoyer les 20% et, partant, à contenir la croissance de la masse monétaire. Afin d'y parvenir, le gouvernement Pezeshkian devra, en particulier, réduire le montant d'innombrables subventions dont le rôle de stabilisateur social apparaît, pourtant, déterminant. Dans un pays où la part de population vivant au-dessous du seuil de pauvreté avoisine les 40%, le retour à une forme de rigueur budgétaire comporte un risque qui explique sans doute en partie l'élection, en juillet dernier, d'un président non issu des rangs conservateurs. Le retour à un taux change unique proche de celui du marché, évoqué par le nouveau Ministre des Affaires Économiques et des Finances, pourrait également contribuer à stabiliser la monnaie, de même qu'un contrôle accru sur les banques, dont une minorité respecte encore les règles prudentielles en vigueur. À cet effet, le gouvernement devra toutefois apurer sa dette – et celle du secteur parapublic – envers le système bancaire qui finance depuis plusieurs années le déficit budgétaire. Sur le plan externe, l'impact de la volonté du président Pezeshkian de trouver, avec la communauté internationale, un accord permettant le retour des investisseurs étrangers, dépendra de l'évolution d'un contexte géopolitique que le collaborateur du Guide n'a aucun moyen d'infléchir.

Service Économique de Téhéran



RÉGION

1. REPLI DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE PROCHE-ORIENT AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

D'après les données des douanes françaises, nos échanges de biens avec le Proche-Orient se sont contractés au 1^{er} semestre 2024, par rapport au 1^{er} semestre 2023. Les exportations françaises ont diminué de -16% à 2,2 Md€, essentiellement du fait de la baisse de nos ventes vers nos deux principaux débouchés dans la région, Israël (-20% à 829 M€) et l'Égypte (-26% à 675 M€). Dans le même temps, les importations françaises depuis les pays du Proche-Orient ont légèrement diminué de -2,7% à 2,2 Md€, masquant des disparités entre nos trois principales sources d'approvisionnement : l'Irak (+9% à 755 M€), Israël (-11% à 737 M€) et l'Égypte (-7% à 565 M€). Dans ce contexte, notre solde commercial avec la région du

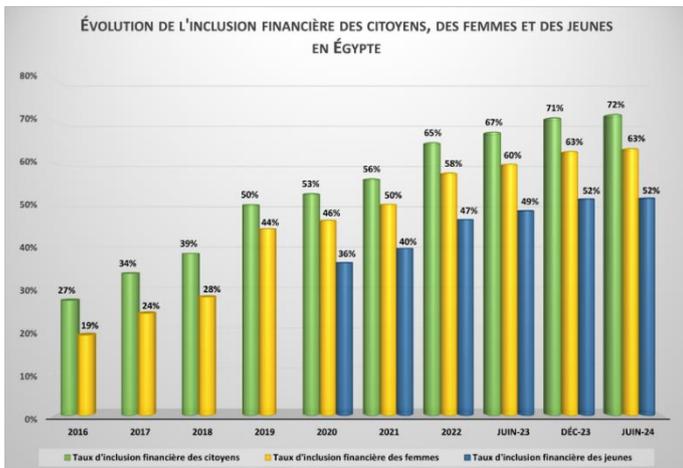
Proche-Orient s'est dégradé de +415 M€ au 1^{er} semestre 2023 à +66 M€ au 1^{er} semestre 2024. Les soldes commerciaux avec l'Égypte (+110 M€) et Israël (+92 M€) sont désormais inférieurs à ceux avec le Liban (+190 M€) et la Jordanie (+123 M€), avec qui nos échanges sont limités mais déséquilibrés. Notre unique déficit commercial de la région, avec l'Irak, a continué de se creuser légèrement (-568 M€), du fait d'une progression de nos achats d'hydrocarbures qui représentent 77% de notre commerce bilatéral.

S1 2024	Exportations (M€)	Evolution (g.a.)	Importations (M€)	Evolution (g.a.)	Solde (M€)
Israël	829	-20%	737	-11%	92
Egypte	675	-26%	565	-7%	110
Liban	237	29%	47	2%	190
Irak	187	24%	755	9%	-568
Jordanie	144	-22%	21	-2%	123
Iran	124	-12%	27	17%	97
Syrie	15	-4%	3	22%	12
TP	13	79%	2	26%	11
Total	2 223	-16%	2 157	-2,7%	66

ÉGYPTE

1. PROGRESSION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE EN ÉGYPTE

La [Banque centrale d'Égypte \(BCE\)](#) a récemment publié des indicateurs clés révélant une progression significative de l'inclusion financière dans le pays, atteignant 72 % en juin 2024, soit 48,1 M de citoyens. Ce progrès s'inscrit dans le cadre de la [Stratégie d'inclusion financière 2022-2025](#), visant à améliorer l'accès aux services financiers pour tous, avec un accent particulier sur les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les entrepreneurs. Le nombre de femmes possédant un compte a connu une augmentation remarquable de 253 %, passant à 63 % en juin 2024, contre seulement 19 % en 2016. Parallèlement, l'inclusion financière des jeunes âgés de 16 à 35 ans a progressé de 50 % entre 2020 et 2024, atteignant désormais 52 %. Depuis 2016, le taux global d'inclusion financière en Égypte a augmenté de 181 %, témoignant d'une expansion considérable de l'accès aux services financiers, en ligne avec les objectifs de la Vision 2030 du pays.



SOURCE : BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE
NOTE : L'INCLUSION FINANCIÈRE SE RÉFÈRE AU NOMBRE D'INDIVIDUS DISPOSANT DE COMPTES TRANSACTIONNELS, INCLUANT LES COMPTES BANCAIRES, LES COMPTES À LA POSTE ÉGYPTIENNE, LES PORTEFEUILLES MOBILES ET LES CARTES PRÉPAYÉES.

2. L'AUTORITÉ DU CANAL DE SUEZ AUGMENTE SA PARTICIPATION DANS LA BANQUE DU CANAL DE SUEZ

L'Autorité du canal de Suez (SCA) a augmenté sa participation dans la [Banque du Canal de Suez](#), passant de 0,001% à 3,427% en acquérant 15,76 M d'actions pour 239 M EGP (4,89 M USD). Cette acquisition intervient alors que la banque a enregistré une hausse de 188% de ses bénéfices au premier semestre 2024, atteignant 1,8 Md EGP, contre 628 M EGP sur la même période en 2023. Malgré ces performances positives, la SCA fait face à d'importants défis en raison des attaques en mer Rouge, qui ont réduit les revenus du canal de 23 % sur l'année, les portant à 7,2 Mds USD pour l'exercice 2023/24. Ces perturbations ont

également conduit à une hausse des coûts d'expédition et des retards dans les livraisons.

3. SIGNATURE DU PROGRAMME TIGARA DE L'UE

Le 21 août 2024, l'Égypte a signé l'accord exécutif pour le [programme Tigara](#) de l'Union Européenne visant à renforcer le commerce, l'industrie et la croissance économique. Financé à hauteur de 8 M EUR par l'UE, ce programme de 60 mois est mis en œuvre en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et les ministères égyptiens. L'objectif principal du programme Tigara est d'améliorer la compétitivité du secteur privé égyptien, en intégrant davantage les petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur industrielles. La ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, Mme Rania Al-Mashat, a souligné l'importance d'aligner ce programme avec les priorités nationales, notamment la localisation de l'industrie et l'investissement dans le capital humain. Ce programme s'inscrit dans le partenariat stratégique global UE-Égypte, incluant un portefeuille de projets d'une valeur de 1,3 Md EUR, avec un soutien total de 7,4 Mds EUR prévu jusqu'en 2027.

4. LES BANQUES ÉGYPTIENNES DANS LE TOP 100 DES BANQUES ARABES.

Le magazine britannique *The Banker* a récemment classé onze banques égyptiennes parmi les 100 premières banques arabes. Afreximbank, basée au Caire, s'est classée à la 19^{ème} place grâce à une augmentation de 17,6% de ses fonds propres de catégorie 1 et une croissance de 20 % de ses actifs en 2023. La Commercial International Bank (CIB), première banque privée du pays, a également consolidé sa position avec une hausse de 5,8% de ses fonds propres.

IRAK

1. ATTRIBUTION À ENERGY CHINA DU VOILET SOLAIRE DU MÉGAPROJET DE TOTALÉNERGIES

L'entreprise française a signé le 22 août avec China Energy Engineering Corporation (CEEC) un contrat d'ingénierie, de fourniture d'équipements et de construction (*engineering, procurement and construction* – EPC). La construction de cette centrale solaire (qui, avec une capacité installée de 1 GW sera l'une des plus grandes du Moyen-Orient) s'inscrit dans le mégaprojet multi-énergies porté par TotalEnergies (investissement évalué à 10 Md USD). La centrale solaire, dont la construction devrait s'achever début 2027, permettra d'alimenter en électricité environ 20%

de la population de Bassora et contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'électricité en Irak, fortement carboné. Il s'agit du premier projet solaire de cette ampleur dans le pays.

2. DISCUSSIONS AVEC LA BANQUE MONDIALE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS FERROVIAIRES

La Ministre des Finances irakienne a rencontré le 31 juillet une délégation de la Banque Mondiale menée par le Directeur Régional pour le Moyen-Orient. Le financement de projets ferroviaires dans le cadre de la « Route du développement » a notamment fait l'objet de discussions. La Route du développement est un projet de construction d'un corridor logistique entre Al-Fao (futur port au sud du pays) et la frontière irako-turque visant à permettre d'insérer l'Irak au sein des routes commerciales mondiales. Le projet est estimé à environ 20 Mds USD. Le coût de la réhabilitation, la modernisation et l'extension des voies ferrées dépasserait 3 Mds USD. Un financement de la Banque Mondiale garantirait une procédure de passation transparente et des standards satisfaisants concernant la qualité des équipements.

3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC BP POUR L'EXPLOITATION DES CHAMPS D'HYDROCARBURES DE KIRKOUK

Un protocole d'entente a été signé le 1^{er} août entre la société britannique BP (ex-British Petroleum) et le Ministre du Pétrole, M. Hayan Abdulghani. L'accord, non contraignant, prévoit que BP investisse dans les champs d'hydrocarbures au nord du pays, sur toute une série d'activités: forage, valorisation des ressources gazières, mais aussi énergie solaire et production d'électricité. Le modèle contractuel retenu serait un partage de la production (tout comme le mégaprojet de TotalEnergies). BP détient actuellement la plus importante part (47,6%) dans l'exploitation du champ de Rumaila (sud de l'Irak), plus grand champ pétrolier en Irak (1,4 M barils/jour et 17 Mds barils de réserves).

IRAN

1. L'INDICE DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN À 2,07 M POINTS

Au cours des deux derniers mois, l'indice principal de la Bourse de Téhéran (TSE) a été fortement influencé par **i)** l'assassinat à Téhéran d'Esmail Haniyeh, **ii)** la baisse des profits enregistrée dans les bilans annuels des sociétés cotées (en moyenne, la marge nette est passée de 30,6 % avant l'arrivée du 13^{ème} gouvernement à 20,7 %), **iii)** l'impact des coupures d'électricité sur la production des entreprises cotées, **iv)** l'émission des obligations KHAZA à un taux élevé

(26 %), incitant les investisseurs à privilégier les obligations plutôt que la bourse, **v)** la diminution du retour sur actifs (ROA) de 17 % à 13 % sous le 13^{ème} gouvernement et **vi)** la forte différence entre le taux de change NIMA2 et celui du marché libre. Malgré les mesures prises par la Banque Centrale, le conseil d'administration de la bourse et le premier vice-président, telles que **a)** L'émission de 3,6 M Mds IRR d'obligations (5,5 Mds €) pour financer les projets des sociétés cotées, **b)** l'émission de 2 Mds d'euros d'obligations en devises pour financer des projets des secteurs pétrochimique et minier, **c)** l'allocation de 1,5 Md d'euros de prêts aux sociétés cotées et **d)** l'augmentation progressive du taux NIMA2 afin de réduire l'écart avec le taux du marché libre, l'indice principal de la TSE demeure inférieur à son niveau de juillet.

2. NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DES FINANCES.

Après avoir été auditionné par le Madjles, Abdolnaser Hemmati a été nommé Ministre des Affaires économiques et des Finances. Titulaire d'un doctorat en économie, il a également suivi une formation à l'institut Coopers & Lybrand et des études économiques à Londres, en 1991. Ancien gouverneur de la Banque Centrale (2018-2021), il s'était présenté à l'élection présidentielle de 2021 comme candidat réformiste. Ses priorités affichées sont le contrôle de l'inflation, la réduction du déficit budgétaire, la résolution des déséquilibres bancaires, la stabilisation de l'économie, l'amélioration des conditions de vie et l'environnement des affaires, et la promotion des exportations non pétrolières. Le nouveau Ministre souligne l'urgence de réformer les banques et de mettre fin à leurs prélèvements excessifs.

3. CONTREBANDE DE GASOIL

Selon la Chambre de commerce et d'industrie iranienne, la valeur du gasoil exporté illégalement d'Iran avoisinerait les 4 Mds USD. Les contrebandiers acheminent notamment vers la ville de Van, en Turquie, par camions citernes, de grandes quantités de gasoil – acquis au tarif subventionné - qu'ils vendent sur place. Les fonds recueillis sont utilisés pour acheter sur place des biens de consommation interdits d'importation en Iran (cosmétiques, produits agroalimentaires, électroménager, etc.), lesquels sont expédiés vers le marché iranien par la même voie. Outre la contribution à l'inflation de la contrebande et les pertes financières qu'elle entraîne pour le budget de l'État, la CCI estime qu'elle est directement responsable de la suppression de 60.000 emplois dans le secteur manufacturier.

ISRAËL

1. EDF-EN REMPORTE UN APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE SOLAIRE DE 265 MW.

Un mois après avoir remporté l'appel d'offres *Ashelim 3*, EDF a de nouveau été choisie pour la centrale d'énergie solaire à Dimona (capacité de production de 265 mW). Le prix de production est inférieur à 0,07 ILS/kWh. Il s'agit d'un partenariat public privé portant sur le financement, la planification, la construction, l'exploitation et la maintenance de la centrale solaire sur un terrain de 3 km². EDF, leader des énergies renouvelables en Israël, dispose de plus de 650 mW photovoltaïques installés et connectés au réseau et de 35 installations sur l'ensemble du territoire.

2. LES ÉTATS-UNIS DEMANDENT LA RECONNAISSANCE DE LEURS NORMES

Après la mise en œuvre de la réforme « ce qui est bon pour l'Europe est bon pour Israël », Israël a accepté les normes de l'UE pour plusieurs types de produits et équipements. L'objectif de cette réforme était de faciliter les importations en provenance d'Europe en limitant les contrôles aux frontières afin de limiter les coûts additionnels sur les produits importés (alimentation, cosmétiques, appareils électriques...). Désormais, les États-Unis réclament que leurs normes, notamment celles qui ne sont pas reconnues par l'UE, soient également reconnues par la législation israélienne. Le ministère de l'Économie et de l'Industrie confirme avoir entamé un dialogue avec l'administration américaine.

3. LA BANQUE D'ISRAËL MAINTIENT SON TAUX DIRECTEUR À 4,5%

Le comité monétaire de la Banque d'Israël a décidé le 27 août de maintenir le taux directeur inchangé à 4,5 %. En particulier, les incertitudes liées à la guerre et au budget 2025 et l'environnement inflationniste ont convaincu la Banque d'Israël de conserver ce taux à 4,5 % pour la cinquième fois consécutive depuis le 1^{er} janvier 2024.

JORDANIE

1. LE CONSORTIUM MERIDIAM-SUEZ SÉLECTIONNÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET NATIONAL CONVEYOR

Le Premier Ministre jordanien Bisher Al Khasawneh a annoncé le 19 août 2024 que le consortium « Meridiam-Suez », en collaboration avec d'autres partenaires internationaux, a été sélectionné comme "preferred bidder" pour le projet National Conveyor. Cette désignation permet désormais l'ouverture de

négociations directes pour la mise en œuvre du projet. Pour rappel le National Conveyor vise à construire une usine de dessalement à Aqaba, d'une capacité de production de 300 M mètres cubes d'eau par an, un système d'adduction jusqu'à Amman et une ferme solaire.

2. HAUSSE DES CRÉATIONS D'EMPLOIS AU SECOND SEMESTRE 2023

Selon le Department des Statistiques jordanien, le marché du travail jordanien enregistre une création nette de 48 779 emplois au second semestre 2023, soit une hausse de +4,8 % par rapport au semestre précédent. Le secteur privé a contribué à 65,6 % à cette augmentation, avec Amman concentrant 59, % des créations. 90 % de ces nouveaux emplois ont été pourvus par des jeunes âgés de 20 à 29 ans et 36 % à des femmes. Les secteurs de l'éducation, avec 11 700 nouveaux emplois créés (soit 24 % du total), et de la défense, avec 8 327 emplois supplémentaires (représentant 17 % des créations), ont été les plus dynamiques.

3. L'INFLATION S'ÉTABLIT À +1,7% AU COURS DES 7 PREMIERS MOIS DE 2024

Selon le Département des Statistiques, l'inflation s'est établie à +1,7 % au cours des sept premiers mois de 2024, par rapport à la même période en 2023, avec un indice des prix à la consommation atteignant 110,45. Elle est principalement portée par l'augmentation des prix des effets personnels, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des loyers. Sur le mois de juillet 2024, l'inflation s'est établie à +1,92 % en glissement annuel, bien que certaines catégories, comme les huiles et graisses, aient enregistré des baisses de prix.

4. NEPCO ENREGISTRE 8,2 MDS\$ DE PERTES EN 2023

La compagnie nationale d'électricité jordanienne (NEPCO) a enregistré des pertes accumulées de 5,8 Mds JOD (8,2 Mds USD) à la fin de 2023, représentant 16% du PIB, contre 5,36 Mds en 2022 (7,56 Mds USD) soit 11% du PIB. Cela correspond à une augmentation de +8,2 % en glissement annuel. Les pertes annuelles ont atteint 410 M JOD (579 M USD) en 2023, contre 232 M JOD (327 M USD) l'année précédente, en hausse de +76,7 %, dépassant 75 % du capital souscrit.

LIBAN

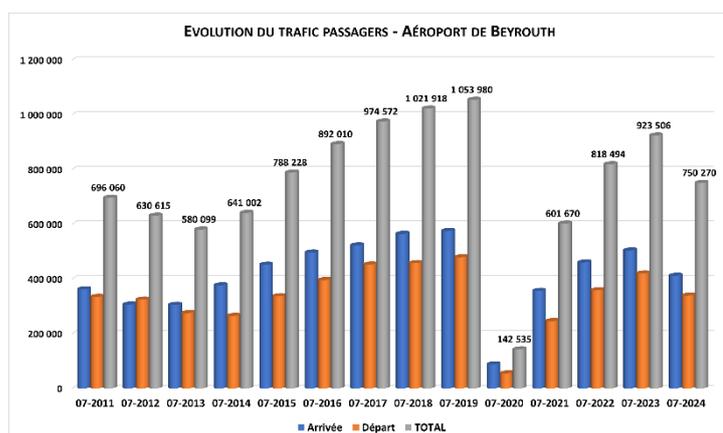
1. NOUVEL ÉPISODE DE BLACKOUT DE L'ÉLECTRICITÉ PUBLIQUE

Le Liban a connu en août une nouvelle pénurie d'électricité publique. Électricité du Liban (EDL) a

annoncé le 17 août suspendre l'essentiel de sa production, du fait de l'épuisement des stocks de carburant alimentant ses centrales thermiques. Cet évènement – récurrent – correspond à des retards dans l'approvisionnement en fuel lié à l'accord conclu en 2021 avec l'Irak et qui prévoit la fourniture, via un mécanisme de *swap*, de 100 000 tonnes de fuel par mois à des conditions avantageuses. L'absence de ratification parlementaire de cet accord provoque régulièrement des dysfonctionnements dans le règlement de ces approvisionnements. 30 000 tonnes de fuel ont été achetés en urgence sur le marché spot et livrés depuis l'Égypte, et l'Algérie a, sur décision présidentielle, entrepris d'envoyer 30 000 tonnes sous forme de don. Ces livraisons devraient permettre à EDL de produire 400 MW (4 heures d'électricité par jour) d'ici à la reprise des livraisons de fuel irakien, prévue d'ici mi-septembre.

2. DIMINUTION DE LA FRÉQUENTATION DE L'AÉROPORT

Le nombre de passagers à l'aéroport de Beyrouth s'est élevé à 3,8 millions au cours des 7 premiers mois de 2024, soit une baisse de -8,4% par rapport à la même période en 2023. Sur le seul mois de juillet 2024, la diminution atteint -18,8% en glissement annuel. Cette tendance s'est a priori poursuivie au mois d'août, alors que de nombreuses compagnies aériennes (Air France, Lufthansa, Aegean, British Airways, Swiss International Airlines, Air Algérie, LOT Polish Airlines, Tarom, Royal Jordanian...) ont procédé à des annulations de vols suite à la dégradation de l'environnement sécuritaire régional. Cette situation devrait peser à la baisse sur les recettes touristiques, qui ont représenté en 2023, selon la Banque du Liban, 5,4 Md\$ (30% du PIB), et qui sont un moteur essentiel – avec les transferts de fonds – du modèle économique libanais actuel, fondé essentiellement sur la diaspora. Le nombre de touristes aurait déjà diminué de -16% entre le 1^{er} semestre 2023 et le 1^{er} semestre 2024, d'après les chiffres du Ministère du Tourisme libanais.



3. PROGRESSION CONTINUE DES RÉSERVES DE LA BANQUE DU LIBAN

Selon les dernières statistiques de la Banque du Liban, les réserves en devises étrangères (excluant les Eurobonds détenus par la Banque Centrale) atteignaient 10,4 Mds USD à la mi-août contre 9,5 Mds USD à la fin du mois de décembre 2023. Ce chiffre confirme la progression des réserves observée depuis juillet 2023 où elles avaient atteint un point bas à 8,6 Mds USD. Les réserves d'or ont quant à elle atteint 22,7 Mds USD contre 19,2 Mds USD à la fin de l'année 2023, soit une hausse de +15% depuis le début de l'année 2024, dans un contexte de hausse marquée des cours mondiaux de l'or.

4. BAISSÉ DE L'INFLATION EN JUILLET 2024 (+69%)

D'après les dernières données de l'administration centrale des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de +69% durant les sept premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023. De manière notable, le taux d'inflation demeure « contenu » à deux chiffres (contre +234% à juillet 2023 et + 205% à juillet 2022). Toutefois, certains postes connaissant toujours de fortes hausses de prix, notamment l'éducation (x7 entre juillet 2023 et juillet 2024).

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. PRÈS DE 1,5 MD\$ PRÉLEVÉ PAR ISRAËL SUR LES RECETTES FISCALES PALESTINIENNES DEPUIS LE 07 OCTOBRE 2023

Le gouvernement israélien poursuit ses déductions sur les recettes fiscales dues à l'Autorité palestinienne, ce qui affecte la capacité du gouvernement palestinien à assurer le paiement des fonctionnaires, ou la fourniture des services de bases. Selon le ministère palestinien des Finances, les prélèvements israéliens sur les recettes fiscales s'élèvent à environ 2,55 Mds ILS (soit 630 M€) depuis octobre dernier, tandis que ceux concernant les « allocations des familles des martyrs et des prisonniers » atteignent 3,48 Mds ILS (860 M€). Le Premier Ministre Mohammed Mustapha a souligné que les conséquences de cette politique avaient atteint un stade critique avec l'approbation récente par la Knesset de la loi sur les "compensations aux familles des victimes israéliennes" en juin dernier.

2. L'UE ACCORDE 43 M€ À L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

L'Union Européenne a annoncé en août 2024 une contribution exceptionnelle de 43 M EUR pour soutenir l'Autorité palestinienne dans le paiement des salaires et pensions de ses employés et retraités civils en Cisjordanie. Ce plan a été décidé en réponse à la crise financière et économique importante dans les

Territoires palestiniens, exacerbée par le conflit dans la bande de Gaza, et la retenue des recettes douanières palestiniennes par Israël. Depuis 2021, l'Autorité palestinienne ne paie que partiellement ses fonctionnaires, à hauteur de 50 à 60% de leurs revenus en moyenne et avec plusieurs mois de retard. Ce soutien de l'UE, de court terme, vise également à appuyer les secteurs sociaux, notamment la santé et l'éducation. Maria Velasco, représentante adjointe de l'Union Européenne à Jérusalem, a réaffirmé l'engagement de l'UE à soutenir les efforts de construction de l'État palestinien, tout en appelant Israël à cesser de confisquer les recettes fiscales palestiniennes et à respecter les accords en vigueur.

3. CONTRIBUTION DE 20 M\$ DE PROPARCO EN FAVEUR DE BANK OF PALESTINE.

Dans le cadre d'un accord de financement de 65 M USD signé avec un consortium composé de la Société

Financière Internationale (IFC) et du Sanad Fund for MSMEs, Proparco a contribué à hauteur de 20 M USD pour la mise en place de lignes d'intermédiation bancaires gérées par Bank of Palestine, en faveur du soutien au secteur privé et au redressement économique des Territoires palestiniens. Cela permet à la banque de financer des projets innovants, et de continuer à fournir des liquidités indispensables aux PME, qui représentent 85% de l'activité économique et 97% des emplois dans les Territoires palestiniens. Banque systémique des Territoires palestiniens, la Bank of Palestine reste présente dans la bande de Gaza et a des projets d'expansion régionale. L'IFC et la BERD ont également annoncé le 27 août leurs investissements dans Bank of Palestine, respectivement à hauteur de 5% et de 3,92% du capital de la banque palestinienne.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	509	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	35,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr